



CEDEFOP

9 & 10 février 2009

The social dialogue in training provision in France : a trade union position

-
1. Les différents acteurs de la formation professionnelle
 2. Incidences sur le dialogue social
 3. Actualité de la formation professionnelle : enjeux & négociations

1. Les acteurs de la formation professionnelle

- l'Etat,
- Les régions,
- Les partenaires sociaux

Responsabilités de l'Etat

Formation professionnelle initiale

Politique de l'emploi

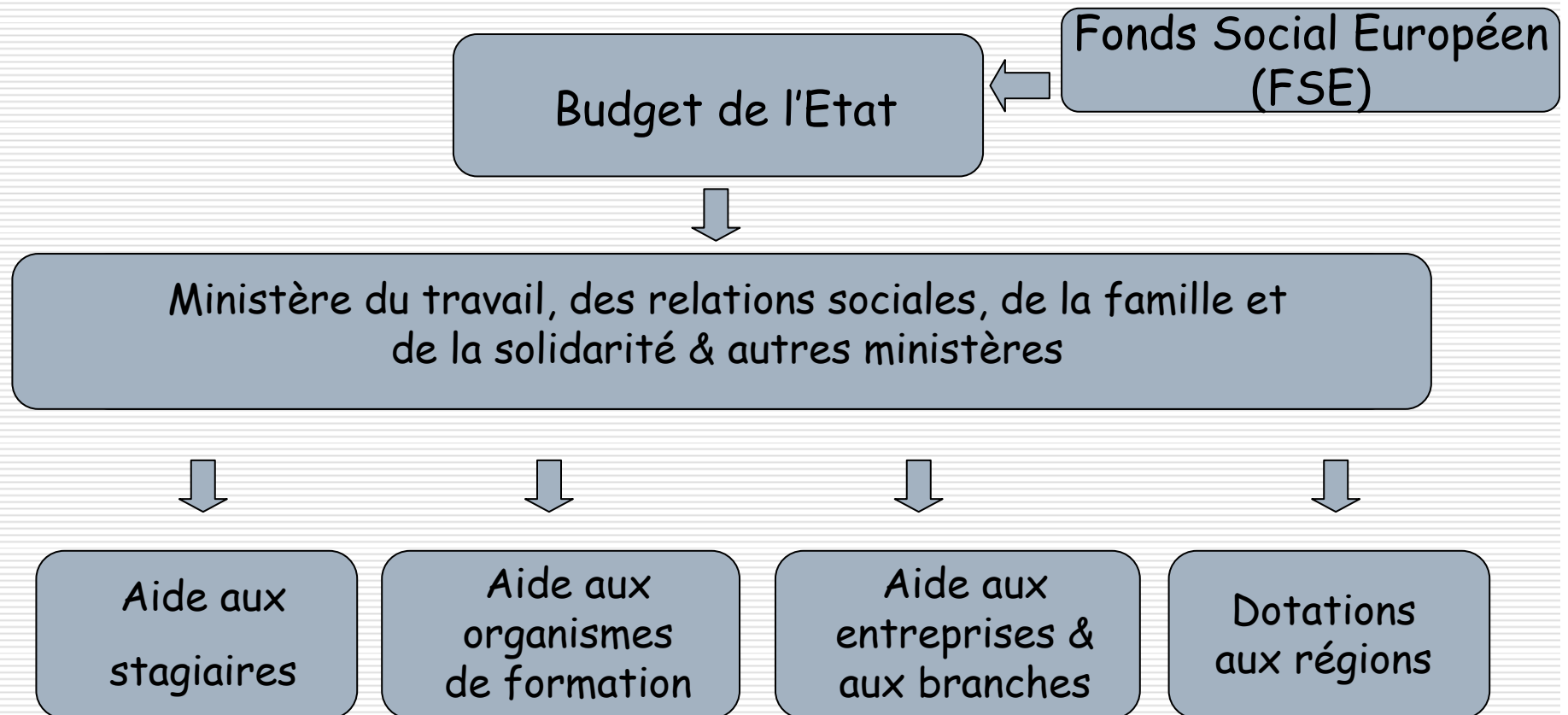
Mise en œuvre des politiques de
formation & d'insertion professionnelle

Conséquences sociales
des mutations économiques

Dotations aux régions

1. Les acteurs de la formation professionnelle

Interventions financières de l'Etat



Responsabilités des régions

Actions de formation jeunes
16 - 25 ans

Aide aux stagiaires

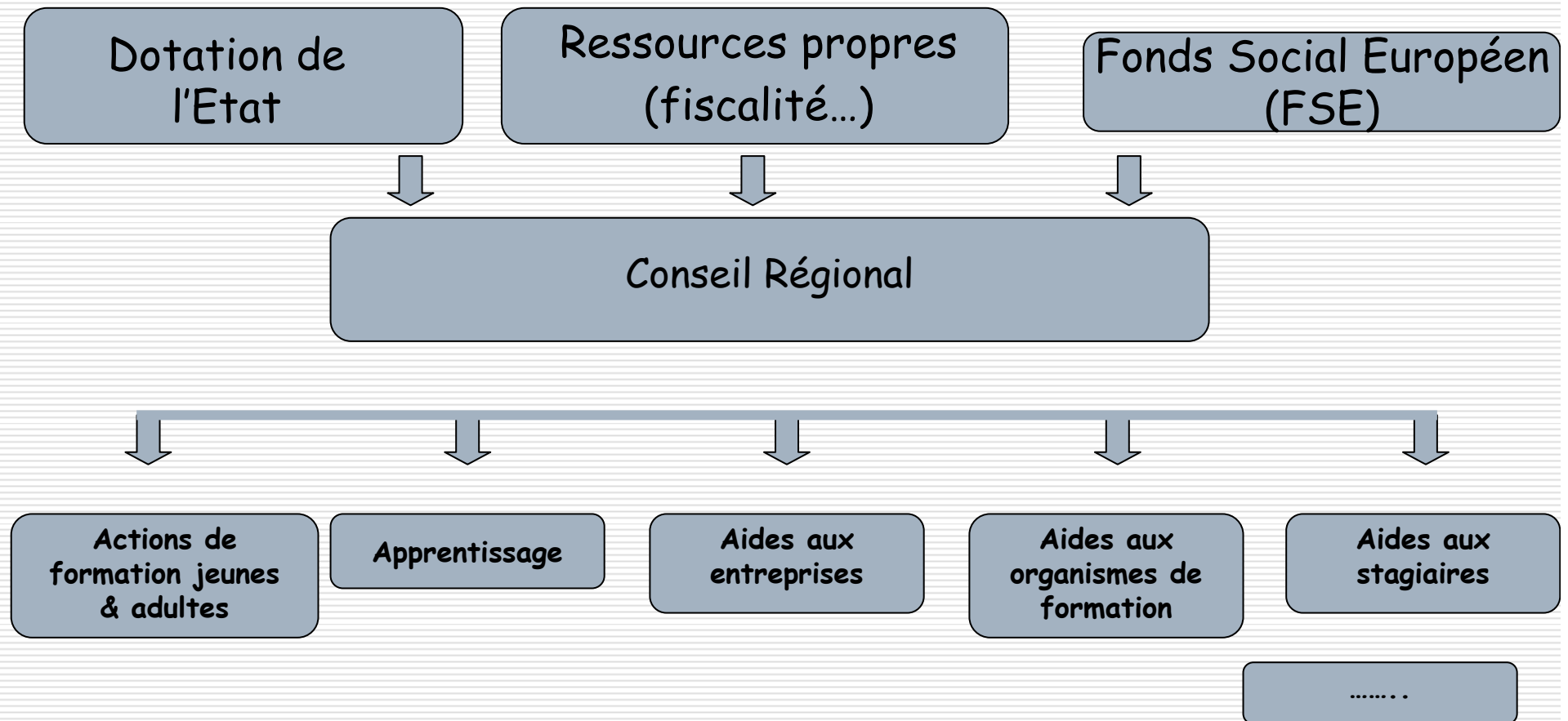
Aide aux entreprises

Aide aux organismes
de Formation

Formations sanitaires & sociales

1. Les acteurs de la formation professionnelle

Interventions financières des **régions**



*Responsabilités des **partenaires sociaux***

Formation professionnelle
des salariés

Gestion des Organismes Paritaires
Collecteurs Agréés
(OPCA)

Insertion professionnelle
des jeunes

Accompagnement des salariés
licenciés économique

Accompagnement des
demandeurs d'emploi

2. Incidences sur le dialogue social

- Au niveau national
- Au niveau sectoriel
- Au niveau régional
- Au niveau de l'entreprise

Une double source « juridique »

Du droit à la formation

1. conventionnelle (ANI)
2. législative (code du travail)

Exemple:

- ANI du 5 décembre 2003 relatif à la formation professionnelle
- Loi du 4 mai 2004

Au niveau national

Les Accords Nationaux Interprofessionnels (ANI)

Un processus continu d'amélioration

- ❑ 1970 : texte fondateur
 - ❑ 2003 : le salarié devient acteur de sa formation
 - ❑ 2008 : rattacher les droits à la personne dans une approche + dynamique
 - ❑ 2009 : optimiser l'accès de chacun à la formation professionnelle
-

Les instances

- ❑ CNFPTLV : Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie
- ❑ CPNFP : Comité **paritaire** national pour la formation professionnelle
- ❑ FPSPP : Fonds **paritaire** de sécurisation des parcours professionnels

Les Accords de branches

- ☐ Déclinaison des ANI selon les besoins et priorités de la branche professionnelle
- ☐ Attention à la hiérarchie des accords

Les instances

- ❑ **OPCA** : Organisme **paritaire** collecteur agréé
 - Collecte et gère les contributions des entreprises,
 - Finance des actions de formation en fonction des priorités

 - ❑ **CPNE** : Commission **paritaire** nationale de l'emploi
 - Fait le lien entre formation et évolution de l'emploi,
 - Crée les certificats de qualification professionnelle (CQP)
-

Observatoires Prospectifs de branche

Appropriation

Rôle des CPNE
= analyse

Examen des emplois
et qualifications
et conséquences

Mise à disposition des
informations aux
interlocuteurs sociaux

En particulier:

- chefs d'entreprise
- instances
représentatives du
personnel (IRP)

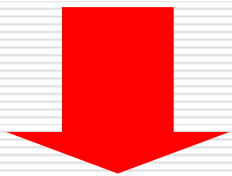
Les instances

- ❑ **COPIRE** : Commission **paritaire** inter-professionnelle régionale
 - uniquement les interlocuteurs sociaux
 - promouvoir la formation dans la région

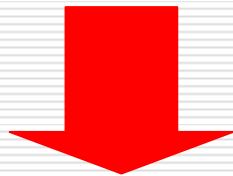
- ❑ **CCREFP** : Comité de Coordination Régional de l'Emploi & la Formation Professionnelle
 - Favoriser la concertation entre les acteurs
 - Etablir le PRDF (plan régional de la formation professionnelle)

Consultation et non négociation

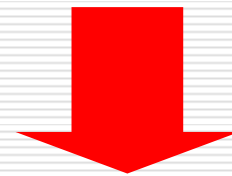
- ☐ Pas de définition légale du plan de formation
- ☐ Pouvoir discrétionnaire de l'employeur
- ☐ Mais quelques contraintes pour lui



Consultation du CE



Obligation
d'adaptation



Interdiction de la
discrimination

LE PLAN DE FORMATION

- Frais de formation, transport et hébergement

- Imputable sur la FP

Document
obligatoirement
transmis détaillé
au CE

Action d'adaptation

Action liée à l'évolution et
au maintien dans l'emploi

Action de développement
des compétences

Regroupées dans l'accord en cours donc
toutes 2 obligatoires

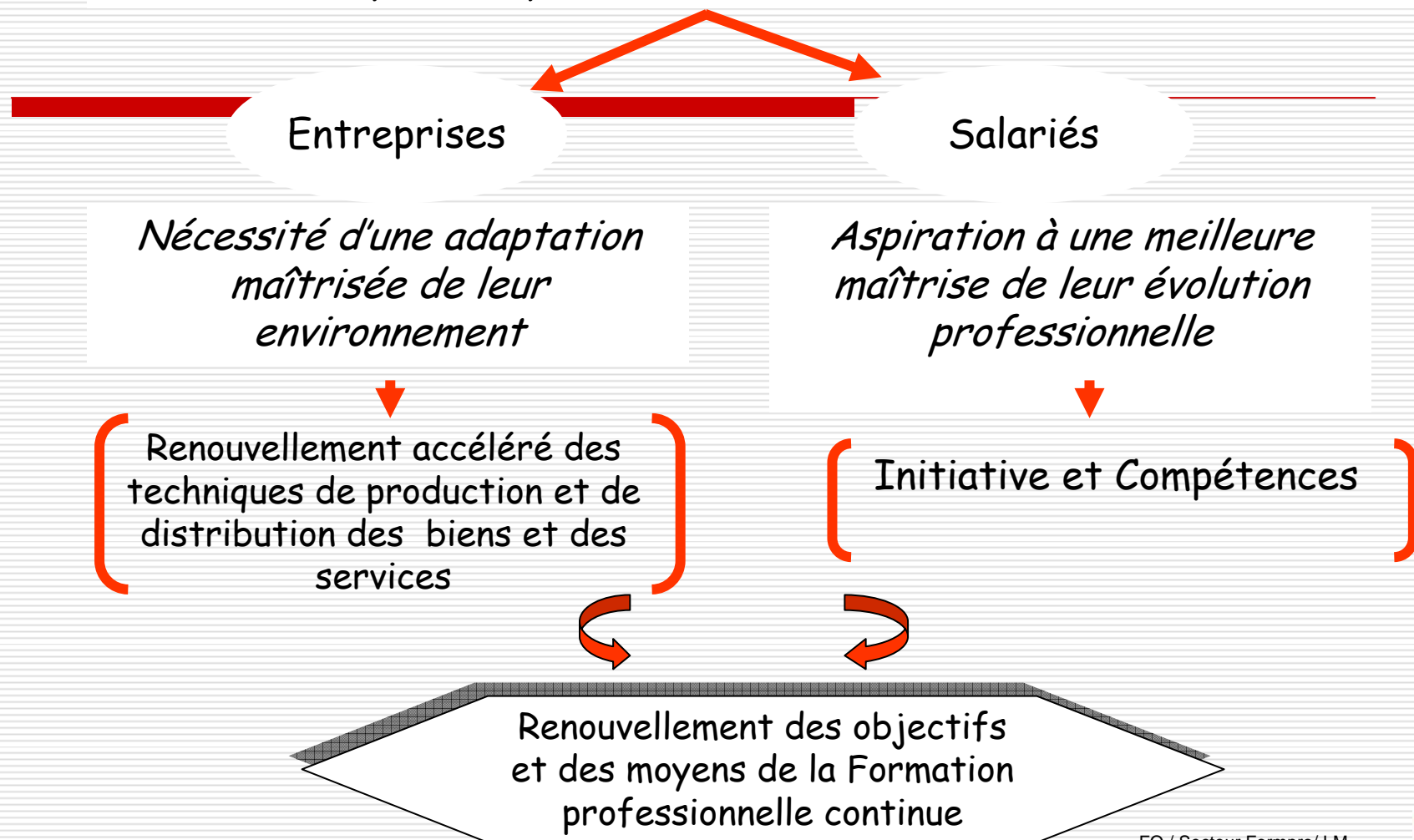
Accord formalisé du salarié

3. Enjeux & négociations

- Les acquis des accords précédents
- Les revendications Force Ouvrière
- Les avancées du dernier accord

ANI de 2003: Accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle

Economie de plus en plus ouverte sur le monde



ANI de 2003

- ❑ Crée une dynamique & pose le cadre général de la négociation
- ❑ Acte la possibilité de transférabilité du droit individuel à la formation (DIF)

ANI de 2003 : FO a signé

- ☐ Répond au problème d'inégalité d'accès :
 - DIF (droit individuel garanti collectivement), initiative du salarié, liberté du choix de l'action de formation
 - dialogue social autour du plan de formation
 - ☐ Mise en place des observatoires de branche
 - ☐ Anticipation pour éviter le problème des «seniors »
 - ☐ Augmentation des moyens pour la FP
 - ☐ Montant de l'allocation formation
-

ANI de 2008

Modernisation du marché du travail

- ☐ Des engagements pour l'avenir*
- ☐ Transférabilité du DIF
- ☐ Le bilan d'étape professionnel
- ☐ Lien avec la GPEC

ANI de 2008

*Des engagements pour l'avenir**

- ❑ Une progression d'au moins **1 niveau de qualification** au cours de la vie professionnelle,
- ❑ Négociation des branches professionnelles dans les 12 mois concernant l'accès des salariés à **temps partiel** à la formation professionnelle,
- ❑ Un **fonds spécifique** pour les demandeurs d'emploi et les personnes les + éloignées de la formation.

Les revendications Force Ouvrière

- ❑ Faciliter l'accès à la formation des publics encore insuffisamment concernés,
- ❑ Conserver le fonctionnement actuel et les responsabilités respectives
- ❑ Trouver un juste équilibre entre les différents publics et acteurs de la formation professionnelle

FO signe :

- ☐ **Formation des salariés** : les responsabilités de l'employeur et le droit d'initiative du salarié sont tous deux préservés
 - ☐ **Fonds spécifique** : un socle commun associé à une adaptation aux besoins sectoriels et locaux
 - ☐ **Financement & gouvernance** : simplifiés et clarifiés
-

Les avancées de l'accord de janvier 2009

Les partenaires sociaux prennent leurs responsabilités

☐ Répondre dès maintenant à l'urgence social :

- Décision du CPNFP de mobiliser dès 2009 la somme complémentaire de **200 millions d'euros**,
- Objectif: former **150.000 à 200.000** salariés et demandeurs d'emploi supplémentaires.

☐ Sans se précipiter sur les sujets complexes

**Thank you
for your attention**
